



Le jeudi 1er septembre 2011,

Communiqué

Pascale Gérard,

Secrétaire Nationale à la formation professionnelle et à la sécurité sociale professionnelle

Nouveau racket de 300 millions d'euros sur la formation des plus défavorisés

Après avoir créé à grands renforts de communication le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), en 2009 au plus fort de la crise, le gouvernement décide, pour la deuxième année consécutive, de lui ôter près du tiers de ses moyens de fonctionnement.

Comme en 2010, ce sont ainsi 300 millions d'euros qui seront prélevés par l'Etat. Comme en 2010, la mesure a été annoncée en catimini pendant l'été.

Et pourtant la situation de l'emploi est encore pire que l'année dernière. Hausse du chômage pour le troisième mois consécutif et augmentation de la précarité sont le quotidien des Français.

Rappelons que le FPSPP a été créé justement pour permettre le financement de la formation des moins qualifiés, des plus précaires vis-à-vis de l'emploi.

Alors que l'INSEE vient de publier les derniers chiffres de la précarité, établissant que plus d'un Français sur sept vit avec moins de 954€ par mois, l'effort pour la qualification, la formation et donc l'insertion professionnelle de nos concitoyens devrait être une priorité de ce gouvernement.

Le Parti Socialiste propose dans le cadre du projet pour 2012 la mise en place d'une vraie Sécurité Sociale Professionnelle qui commencerait, en ces temps de crises, par « former plutôt que chômer ». Il s'engage à compléter le chômage partiel par une formation, permettant ainsi aux salariés de se qualifier tout en conservant un revenu décent.

Le Gouvernement nous vante sans cesse le « modèle allemand » pour sa rigueur mais ferait mieux de s'inspirer ce qui fonctionne réellement outre-Rhin et notamment, des investissements dans la formation et l'éducation.

--
--

Service de presse

PARTI SOCIALISTE

presse@parti-socialiste.fr

01 45 56 77 23/ 78 78/ 79 96/ 79 22